

Protocole à l'intention des services de la gestion des cas VBG pour l'analyse des besoins et référencement vers les prestataires de transferts monétairesⁱ

Pour les nombreuses personnes (femmes, filles, hommes et garçons) qui sont confrontées à la menace et à la réalité quotidiennes de la violence sexuelle et basée sur le genreⁱⁱ (VBG) dans les situations humanitaires graves et prolongées, une assistance ciblée est critique et souvent complexe à apporter vu que les survivantsⁱⁱⁱ et autres populations vulnérables sont contraints d'adopter des « stratégies d'adaptation » complexes face au climat de violence et d'insécurité économique.

Les transferts monétaires peuvent être un élément clé des services de prise en charge des cas de VBG en situations humanitaires. Il est particulièrement critique lorsque les services de lutte contre la VBG de base (ex. services de santé ou juridiques) ne sont pas gratuits^{iv} et que les clients de prise en charge des cas de VBG (ex. survivants de VBG) aux ressources financières limitées ne peuvent pas accéder aux services nécessaires pour assurer leur sécurité et leur relèvement. Quand un client rapporte un risque de violence imminente via la procédure de prise en charge des cas de VBG en rapport avec l'insécurité économique, les transferts monétaires peuvent favoriser l'atténuation des risques et la prévention de cet acte de violence. Pour garantir les apports envers une protection accrue contre la VBG apparentée aux transferts monétaires, l'assistance monétaire doit être intégrée et adaptée via une procédure de prise en charge des cas de VBG et une série d'autres services. De plus, il est vital de s'assurer que l'assistance monétaire ne fasse courir aucun risque supplémentaire aux survivantes.

Jusqu'à présent, les protocoles de prise en charge des cas de VBG en situations humanitaires se sont beaucoup concentrés sur le renforcement des capacités des travailleurs sociaux en VBG pour comprendre l'environnement social et économique des clients, y compris leurs points forts et leurs atouts. Cette compréhension permet de contextualiser la violence dénoncée et d'évaluer les besoins immédiats du client en termes de besoins de sécurité, soutien psychosocial, santé et aide juridique afin de l'effectuer un référencement de manière appropriée^v. Bien que les référencement vers les services d'éducation et d'aide aux moyens de subsistance soient normales dans les protocoles de prise en charge des cas en tant que besoins et services de réponses secondaires non urgents, il n'existe aucune directive spécifique pour les travailleurs humanitaires en VBG au niveau mondial sur la manière d'évaluer la situation financière des clients.

Afin de mieux aider les prestataires de services de gestion de cas de VBG à répondre aux besoins des femmes, filles, hommes et garçons qui sont confrontés à la menace et à la réalité quotidienne de la violence sexuelle et basée sur le genre, ce protocole détaille la procédure que les travailleurs sociaux de la gestion de cas de VBG^{vi} devraient suivre lorsqu'ils évaluent les besoins financiers des clients et les réfèrent vers l'assistance monétaire via une approche de prise en charge des cas de VBG.

Il est important de noter que la prise en charge des cas de VBG possède des caractéristiques uniques qui la distinguent de toute autre approche de prise en charge de cas. L'approche est dite « centrée sur la survivante ». Comme défini dans les directives mondiales, l'approche centrée sur la survivante vise à créer un environnement favorable dans lequel les droits des survivantes sont respectés et la personne est traitée avec dignité et respect. Utiliser une approche centrée sur la survivante signifie que :

1. *Les travailleurs sociaux de la gestion de cas de VBG valident l'expérience de la personne.* Une approche centrée sur la survivante fait ressortir l'importance de communiquer au clients de prise en charge des cas de VBG que les travailleurs sociaux et les prestataires de services de réponses la croient et ne porteront aucun jugement sur son expérience ou ses décisions, confiants qu'elle est celle qui connaît le mieux la situation.
2. *Les travailleurs sociaux en gestion de cas de VBG cherchent à rendre la personne autonome.* Une approche centrée sur la survivante met l'individu au centre de la procédure d'assistance et vise à la rendre autonome. Subir une expérience de VBG peut donner le sentiment à une personne de ne plus avoir de contrôle sur son propre corps et esprit. Les interactions des travailleurs sociaux de la gestion de cas de VBG avec les clients devraient viser à leur redonner ce sentiment de contrôle en s'assurant que le client prenne les décisions tout au long de la prestation de service.
3. *La résilience de la personne sont valorisés.* Une approche centrée sur la survivante reconnaît que les survivantes disposent de certains moyens capables de faire face et de résoudre un problème. Comprendre et s'appuyer sur les ressources intérieures et extérieures d'une personne (ex. gestion réussie auparavant d'un événement stressant ou traumatique ou de ses conséquences) aide à prendre en compte de sa résilience plutôt que ses vulnérabilités. Cette approche orientée sur la résilience aide à développer et reconnaître les capacités des personnes.
4. *La relation de soutien est valorisée.* Une approche centrée sur la survivante accentue le fait que la relation entre le travailleur social et le client est le point de départ pour la guérison. Cela signifie que les travailleurs sociaux et les fournisseurs de services de réponses doivent considérer chaque rencontre comme une opportunité de renforcer les liens et la confiance.

Il est indispensable que ces quatre éléments de l'approche centrée sur la survivante soient appliqués pour garantir la transparence des prestataires de services envers les femmes, filles, hommes et garçons qui sont confrontés à la menace et à la réalité quotidienne de la violence sexuelle et basée sur le genre et pour atténuer les risques liés à l'utilisation de stratégies risquées

Le protocole consiste de trois sections :

1. **Assimilation des transferts monétaires aux services de réponses a la VBG** :: Intégrer les transferts monétaires à la procédure de prise en charge des cas de VBG ;
2. **Procédure de référencement vers un prestataire de transferts monétaires**: Évaluer le besoin financiers d'un client dans le cadre d'une réponse a la VBG et référencement vers un prestataire de transferts monétaires en ajustant la réponse pour maximiser les apports en matière protection accrue et minimiser les risques ; et
3. **Communiquer la procédure de référencement au client** : Expliquer le service et le processus de référencement envers un prestataire monétaire à un client de prise en charge des cas de VBG et obtenir son accord.

Pour un glossaire des termes clés en rapport avec la prise en charge des cas de VBG, voir Directives Relatives a la Gestion Inter-Agence De cas de Violences Basees sur le Genre , *Section VII: Glossaire*. Pour un glossaire des termes clés en rapport avec les transferts monétaires, voir [le glossaire des transferts monétaires du Cash Learning Partnership](#).

Ce protocole devrait être intégré aux protocoles existants approuvés pour la prise en charge des cas de VBG. Il devrait être adapté au contexte humanitaire et selon le partenariat de services entre l'organisation ou l'unité prestataire de prise en charge des cas de VBG et l'organisation ou l'unité prestataire de transferts monétaires. Des protocoles parallèles spécifiques aux prestataires monétaires travaillant en partenariat avec les services de prise en charge des cas de VBG pour favoriser la protection devraient également être développés ; ils devraient refléter l'ensemble des procédures et méthodes de distribution monétaire aux clients de prise en charge des cas de VBG. Des procédures claires et transparentes pour la communication avec le client et le bénéficiaire devraient être établies afin de garantir la coordination entre les deux prestataires ; les mécanismes de retour/plaintes devraient être mis en place et les clients devraient être informés sur la manière d'utiliser les mécanismes.

1. Assimilation des transferts monétaires aux services de réponses a la VBG : Intégrer les transferts monétaires à la procédure de prise en charge des cas de VBG

Afin d'assimiler les transferts monétaires aux services de réponse ce service et les considérations relatives à ce service doivent être intégrées de l'assistance tout au long des six étapes de base de la prise en charge des cas de VBG que doivent suivre les travailleurs sociaux. Le présent protocole est un complément aux normes mondiales et, à ce titre, se concentre particulièrement sur les recommandations relatives à l'intégration de transferts monétaires. Les lecteurs moins familiers avec le travail sur la VBG devraient lire ce protocole ainsi que le document exhaustif *Directives Relatives à la Gestion Inter-Agence De cas de Violences Basées sur le Genre*.

Des recherches dans le milieu de la santé indiquent que les femmes qui ont subi des violences recherchent les points suivants chez un prestataire de services : écoute attentive ; questions sans jugement et délicates sur leurs besoins ; validation de leur déclaration ; renforcement de leur sécurité et de celle de leurs enfants ; aide pour accéder aux services^{vii}. Ainsi, il est important de comprendre qu'il n'existe pas, dans la prise en charge des cas de VBG, d'étape « d'identification » (comme dans la prise en charge des cas de protection de l'enfance), même dans les cas de VBG impliquant des survivants enfants. Le processus de sensibilisation à la VBG ne permet pas « d'identification » des survivants de VBG. Agir ainsi risquerait d'aggraver la violence qu'ils subissent et de compromettre la sûreté de l'équipe de prise en charge des cas. Au contraire, la sensibilisation de la communauté permet de fournir des informations sur la manière dont les survivantes peuvent contacter les travailleurs sociaux via des espaces sûrs pour accéder aux services de prise en charge des cas^{viii}. Les organisations qui dirigent la prise en charge des cas de VBG travaillent sur des cas qui leur ont été rapportés avec l'accord du client ou directement par celui-ci. En plus des éléments de l'approche centrée sur la survivante, cela garantit que c'est bien le client qui définit son expérience comme violente sur base de qu'il rapporte au travailleur social et de la manière dont il le fait. C'est un élément fondamental à la compréhension que les travailleurs sociaux en VBG ne portent pas de jugement sur les survivantes qui recourant à la prostitution de survie/travail du sexe ni ne classifient de tels cas comme de l'exploitation sexuelle à moins que le client ne les qualifie de la sorte.

Étape de prise en charge du cas	Procédure d'intégration
Paroles de bienvenue et introduction^{ix}	Il s'agit de la première occasion pour le travailleur social de développer la relation avec le client. Le travailleur devrait saluer et rassurer le client et instaurer un climat de confiance et une bonne relation. Il y a lieu d'évaluer la sûreté immédiate du client et d'expliquer la procédure de prise en charge du cas, la confidentialité et les limites, ainsi que d'obtenir sa permission (consentement éclairé) pour l'impliquer dans les services.
Évaluation^x	<p>Offrir une bonne prise en charge du cas repose sur une évaluation solide. Dans le domaine social, l'évaluation est définie comme l'action de rassembler des informations ou données d'un client et les évaluer dans le but de prendre une décision sur sa prise en charge. Dans la prise en charge des cas de VBG, l'objectif de l'évaluation est d'examiner avec sûreté et attentivement le contexte, la situation et l'expérience de violence du client pour que le travailleur social puisse déterminer ses besoins immédiats et à plus long terme. La clé de l'évaluation est l'écoute, pas les questions.</p> <p>Dans l'évaluation initiale, le travailleur social devrait chercher à 1) développer la compréhension de l'environnement social et économique du client et de ses points forts et atouts pour contextualiser son expérience de violence et 2) évaluer les besoins du client (voir section 2B).</p>
Plan d'action^{xi}	<p>Lors de cette étape, les travailleurs sociaux développent avec le client un plan d'action basé sur les besoins identifiés lors de l'évaluation par rapport à son environnement et sa situation. Les plans d'action sont développés en collaboration avec le client en discutant de la meilleure façon de répondre à ses besoins. Les travailleurs sociaux doivent se familiariser avec les interventions et services dans tous les secteurs^{xii}, y compris les interventions monétaires, disponibles dans la communauté du client et devraient discuter avec lui des aspects positifs et négatifs d'une telle orientation.</p> <p>Si le client ne dispose pas d'un accès sûr ou confidentiel à des moyens financiers ou de contrôle dessus et si une assistance monétaire peut aider à atténuer le(s) risque(s) rapporté(s) ou à subvenir aux besoins immédiats et accéder aux services, le travailleur social peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier avec le client l'utilisation de transferts monétaires pour améliorer sa situation, l'adaptation après la fin de l'assistance monétaire, l'identification des risques potentiels associés aux mécanismes de référencement et d'atténuation^{xiii} (voir section 2B) ; • Expliquer les services de transferts monétaire et de référencement en vers ce service au client (voir section 3A) ; • Obtenir le consentement du client (voir section 3B) ; • Inclure au plan d'action le référencement vers le prestataire de transferts monétaire en tant « qu'action ».

Mise en œuvre du plan d'action^{xiv}	<p>Lors de cette étape, le travailleur social devra contacter les prestataires de services appropriés et orienter le client en fonction du plan d'action et après qu'il ait donné son accord. Un rôle clé du travailleur social dans la prise en charge des cas centrée sur la survivante est de coordonner la prise en charge du client. Cela signifie que le travailleur social est le contact entre le client et les prestataires de services, plaidant pour une prise en charge rapide et de qualité du client (ex. l'assistance monétaire est redevable envers le client, efficace pour aider son relèvement ou pour atténuer les risques de violence) et travaillant avec les prestataires de services pour réduire les obstacles à l'accès du client aux services. Cela requiert une communication régulière entre le travailleur social et les autres services ou organismes aidant le client.</p> <p>Le travailleur social devrait se coordonner avec le point focal désignée^{xv} du prestataire monétaire afin d'effectuer le référencement sur base des priorités du client et de son cas (voir section 2).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le travailleur social peut également faciliter l'accès aux prestataire monétaire en accompagnant le client lors de sa rencontre avec le prestataire (si le client y consent) pour expliquer et fournir des informations sur son cas (selon ce qui a été convenu avec le client) pour qu'il n'ait pas à répéter son histoire. • Les éléments clés d'une coordination de qualité entre le service de gestion des cas de VBG et le point focal responsable des transferts monétaires incluent : <ul style="list-style-type: none"> • Le développement et la concrétisation d'un protocole inter-agence ou interministériel et d'un protocole de partage d'informations. Selon l'approche de ne pas nuire, les informations sont uniquement partagées entre le travailleur social responsable du cas VBG et le point focal pour les transferts monétaires lorsque cela est dans l'intérêt de la survivante, avec la permission du client ; • La formation des travailleurs sociaux et des personnes de contact pour comprendre les éléments et méthodes essentiels de l'autre service ; • L'établissement de points de contact clairs et des rôles et responsabilités du travailleur social et du point focal pour l'assistance monétaire afin de faciliter des orientations efficaces et sûres ; • La coordination du référencement et la prestation adaptées des transferts monétaires pour chaque client de VBG sur base de leur plan d'action individuel.
Suivi^{xvi}	<p>Le suivi du cas permet au travailleur social d'évaluer la situation du client et de suivre l'état du plan d'action. Par le suivi, les travailleurs sociaux surveillent : si la survivante reçoit l'aide et les services nécessaires rapidement ; si les résultats attendus des services sont atteints ; s'il existe des obstacles à la réalisation des objectifs ; et si le client a des besoins nouveaux ou différents.</p> <p>Le risque pour le client peut augmenter après avoir dénoncé la violence étant donné les normes sociales strictes qui tendent à stigmatiser les survivantes de</p>

	<p>VBG, particulièrement si les prestataires de services ne garantissent pas la confidentialité. Dans les cas où un recours judiciaire ou des services de sécurité sont requis, l'agresseur peut chercher à se venger ou un membre de la famille peut tenter un crime d'honneur. L'assistance monétaire peut (ou non) résulter en une escalade de violence contre le client par sa famille ou des membres de sa communauté. Par conséquent, les travailleurs sociaux devraient évaluer la sûreté d'un client y compris celle associée à l'assistance monétaire lors de chaque visite. Lors des visites de suivi, les travailleurs sociaux devraient poser des questions précises sur la sûreté de la survivante dans sa maison et sa communauté ainsi que sur ce qui a changé depuis la dernière rencontre. Sur base des résultats de la réévaluation de sûreté, les travailleurs sociaux devraient poursuivre leur orientation de sûreté ou, si nécessaire, actualiser le plan de sûreté.</p> <p>Premières orientations vers l'assistance monétaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la conception du plan d'action, le travailleur social devrait déjà avoir décidé avec le client quand et comment prendra place le suivi du cas (y compris une heure, une date et un endroit précis convenant à la survivante). Le prestataire monétaire devrait effectuer le suivi lors des entretiens de prise en charge du cas au moyen du Module de Suivi Post-distribution (PDM): Transferts Monétaires perçus par les clients de gestion de cas de VBG . (Remarque : pour éviter de mettre en danger le client ou la confidentialité, le travailleur social en VBG, plutôt que l'équipe de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL), devrait mener le suivi post-distribution. Si le client cesse d'assister aux entretiens de prise en charge du cas ou bénéficie d'une autre aide (ex. services psychosociaux), décider avec si le suivi par téléphone ou à domicile est sûr/préférable). • Coordonner avec le point focal monétaire l'adaptation de l'assistance monétaire (ex. mécanisme de distribution^{xvii}, comme la carte prépayée, <i>hawala</i> ou l'argent en enveloppe, ou bien le montant, la durée ou la fréquence du transfert) pour maximiser les apports en termes de protection et minimiser les risques. <p>Prolongation des services d'assistance monétaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les prolongations d'assistance monétaires sont possibles en fonction des ressources et du nombre de cas traités par le prestataire de services (remarque : il se pourrait que le cas du client n'ait plus la priorité depuis son admission et devrait, à ce titre, être continuellement réévalué). Lorsque la prolongation est justifiée mais excède les ressources des prestataires de services, le travailleur social et le point focal monétaire devraient orienter le client vers d'autres prestataires de services. • L'accord du client doit être réobtenu pour une prolongation d'orientation. • Continuer à utiliser le Module de Suivi Post-distribution (PDM): Transferts Monétaires perçus par les clients de gestion de cas de VBG pour assurer le suivi des prolongations de services.
Clôture	<p>Bien que la procédure de gestion des cas implique de nombreuses étapes, la vie du client est rarement simple et implique souvent un ensemble complexe de besoins. Les travailleurs sociaux devraient être préparés à ce qu'un dossier soit ouvert pour une durée variable en fonction des besoins du client, de sa situation</p>

	<p>et du contexte dans lequel les travailleurs sociaux agissent. À cause de ces facteurs, les critères importants pour la clôture d'un dossier sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quand les besoins du client sont comblés et/ou les systèmes d'aide (existants ou nouveaux) sont opérationnels. Dans ce cas, passer en revue le plan d'action final et expliquez qu'il est temps de clôturer le dossier mais rassurez le client en indiquant que le client peut toujours revenir s'il rencontre de nouveaux problèmes ou fait face à nouveau à la VBG. Effectuez un suiv final Module de Suivi Post-distribution (PDM): Transferts Monétaires perçus par les clients de gestion de cas de VBG . Partager les résultats avec le point focal monétaire ou le prestataire de transferts monétaires et informez-les de la clôture du dossier. • Quand le client souhaite clôturer le dossier. Certains clients préfèrent ne pas poursuivre la gestion du dossier et/ou les l'assistance monétaire même si tous leurs besoins n'ont pas encore été comblés. Dans un tel cas, respecter la volonté du client et clôturer le dossier selon son souhait. Réaliser un suivi final Module de Suivi Post-distribution (PDM): Transferts Monétaires perçus par les clients de gestion de cas de VBG Partager les résultats avec le point focal monétaire ou le prestataire de transferts monétaires et informez-les de la clôture du dossier. • Quand la survivante quitte la zone de service ou s'est déplacé ailleurs. Lors de la révision finale du plan d'action, si le client révèle le moment et l'endroit où il sera déplacé, et si des services de prise en charge des cas et prestations monétaires y seront disponibles, discuter de la prise en charge du cas et des prestations monétaires. Si le client marque son accord, transférez le dossier. Réalisez un suivi final Module de Suivi Post-distribution (PDM): Transferts Monétaires perçus par les clients de gestion de cas de VBG . Partagez les résultats avec le point focal monétaire ou le prestataire de transferts monétaires et informez-les de la clôture du dossier. • Quand le travailleur social n'a pas pu contacter la personne depuis au moins 30 jours. Informez le point focal ou le prestataire de transferts monétaires de la clôture du dossier.
--	--

2. Procédure de référencement vers un prestataire de transferts monétaires : Évaluer le besoin financiers d'un client dans le cadre d'une reponse a la VBG et référencement

Les intervenants de lutte contre la VBG en contexte humanitaire doivent établir des protocoles internes ou interagences clairs pour définir les rôles et responsabilités des acteurs monétaires et de lutte contre la VBG en établissant des procédures de travail en équipe garantissant la disponibilité de services de qualité et d'une prise en charge rapide des survivantes, confidentielle et accessible. Jusqu'ici, ces protocoles se sont principalement concentrés sur les services de santé, de sécurité/juridiques et psychosociaux. Les services de prise en charge des cas de VBG disposent généralement de budgets réduits pour répondre aux besoins matériels du client, comme des vêtements ou des articles d'hygiène, ou couvrir ses frais de transport pour accéder à un prestataire de services. Ils manquent souvent de budget et de compétences techniques ou de personnel compétent pour apporter un soutien financier substantiel aux clients. Bien que le budget des prestataires monétaires leur accorde une certaine flexibilité pour s'adapter aux changements ou au nombre de dossiers, les services de prise en charge des cas de VBG ne devraient pas conclure que

les prestataires monétaires pourront s'adapter automatiquement aux références d'urgence. Par conséquent, dans le cadre général de l'assimilation des transferts monétaires aux services de réponses pour les survivantes de VBG, les cas de VBG peuvent avoir la priorité en fonction de la nature et de la gravité du cas et du délai nécessaire aux travailleurs sociaux et aux prestataires monétaires après la divulgation de l'incident par le client. Les dossiers prioritaires nécessitent que les travailleurs sociaux suivent une procédure spécifique puisqu'ils impliquent une intervention monétaire différente.

Tant l'établissement des priorités que les protocoles correspondants décrits ici sont des exemples sur base des normes de pratiques exemplaires et la recherche formative sur l'assimilation des transferts monétaires aux services de réponses de la VBG en situation humanitaire. La priorité des cas et protocoles relatifs doivent être contextualisés sur base des éléments suivants : une analyse des normes de pratiques de prise en charge des cas de VBG à respecter indiquant, pour chaque environnement, les types de violence économique ou stratégies d'adaptation négatives et les formes d'exploitation sexuelle rapportées comme violentes par les survivantes sollicitant un soutien ; une compréhension approfondie de l'accessibilité et de la disponibilité des services pour les clients de prise en charge des cas de VBG ; le contexte socioéconomique ; et les paramètres interagences des transferts monétaires dans lesquels l'intervention humanitaire se déroule. Les protocoles devraient être développés et harmonisés par le service de prise en charge des cas de VBG et le prestataire de transferts monétaires pour garantir aux clients un accès de qualité et rapide à l'assistance monétaire et devraient être régulièrement révisés et modifiés pour s'adapter aux besoins des clients, aux cycles du projet et au contexte général de l'intervention humanitaire.

Les prestataires de services de prise en charge des cas de VBG devraient porter/conduire l'élaboration du protocole définissant la priorité à donner aux cas de VBG en fonction de : a) l'analyse du nombre de cas et la compréhension des cas ayant été déclenchés ou aggravés par manque de ressources financières ; et b) la connaissance des obstacles rencontrés par les clients pour accéder aux services de réponses pouvant être résolus par un soutien financier dans un délai spécifique, selon la gravité et l'urgence du cas de VBG. En fonction de l'étendue et de l'objectif de leurs interventions monétaires ainsi que des évaluations économiques et de marché, les prestataires de transferts monétaires devraient aider les travailleurs sociaux en déterminant le plafond du transfert, la fréquence et/ou le nombre de transferts par dossier prioritaire et le nombre de dossiers qu'ils peuvent accepter par référence du service de prise en charge des cas de VBG.

Des protocoles de conformité doivent également être développés comprenant les éléments suivants :

- Les restrictions ou conditions liées aux transferts monétaires auxquelles le prestataire monétaire doit se conformer en lien avec les règlements de l'organisme et du bailleur de fonds ;
- Les documents requis pour effectuer une référence vers le prestataire monétaire. Ces conditions doivent garantir la gestion sûre et éthique des informations et aborder le partage et la conservation des données confidentielles du client ; et
- L'identification des points focaux et les seuils d'approbation du service de prise en charge des cas de VBG et celui du prestataire de transferts monétaires, ainsi que la définition des rôles et responsabilités pour le suivi, l'évaluation et les exigences de rapports aux bailleurs de fonds.

Tous ces éléments sont importants étant donné que le travailleur social devrait expliquer clairement quelles informations seront collectées et comment elles seront utilisées afin d'obtenir l'accord du client ; sans son accord, le travailleur social en VBG ne pourra pas effectuer la référence du client vers un prestataire de transferts monétaires.

A. Hiérarchisation de cas de VBG par priorité pour le référencement vers et l'obtention d'assistance monétaire

Cas de VBG Prioritaire 1

La vie du client est en danger à cause d'un acte de VBG (ex. menace de mort, agression physique grave, agression sexuelle, viol et exploitation sexuelle) et ne dispose pas de ressources financières pour assurer sa sécurité immédiate (ex. sûreté immédiate, y compris pour ses enfants, le cas échéant) et se protéger de tout danger supplémentaire **OU** le client requiert des soins médicaux urgents (ex. soins post-viol intensifs) et ne dispose pas de ressources financières pour recevoir ces interventions immédiates. **La réponse est requise dans les 72 heures.**

Cas de VBG Prioritaire 2

- La vie du client n'est pas en danger immédiat mais des services rapides, comme des services médicaux (ex. chirurgie ou soutien prénatal pour des complications liées à la grossesse et causées par la violence), des services juridiques (ex. divorcer ou obtenir une pension alimentaire) ou d'autres services en lien avec le rétablissement du client et visant à atténuer tout risque supplémentaire (ainsi que pour ses enfants, le cas échéant), sont requis et le client a besoin de ressources financières pour recevoir un soutien complet. **La réponse est requise dans la semaine.**

Cas de VBG Prioritaire 3

Le client ne peut pas disposer de ressources économiques / biens au sein du ménage (ex. le conjoint ou un membre de la famille contrôle les ressources financières et empêche le client d'y accéder pour répondre à ses besoins de base et/ou le contraint à des actes sexuels ou autres pour y accéder), **OU** le client ne peut pas disposer des ressources économiques liées à un travail (ex. vol salarial), **OU** le client court un risque imminent d'exploitation sexuelle (ex. le client est menacé par un membre de la famille pour se livrer à des actes sexuels pour de l'argent), **OU** le client court un risque imminent de mariage précoce ou forcé, **OU** le client se prostitue pour répondre à ses besoins de base et cherche des sources de revenus plus sûres. Dans ces situations, le client a besoin d'un soutien financier sûr sur une certaine période de temps afin d'éviter tout obstacle pour accéder aux ressources financières et pour atténuer le risque imminent de violence. **La réponse est requise dans les deux semaines.**

Cas de VBG Prioritaire 4

- Le client a obtenu des services de réponse à la VBG rapides mais a besoin d'un soutien financier pour assurer sa sécurité pendant le temps nécessaire à la mise en place d'options de soutien à plus long terme (ex. une victime de violence domestique qui a fui le ménage et a déménagé mais requiert une assistance en espèces jusqu'à ce qu'elle trouve un moyen de subsistance) **OU** le client ne subit pas de VBG ou n'est pas en danger de violence imminente mais adopte des mécanismes d'adaptation risqués en raison du manque de revenus et les risques d'exploitation sexuelle, de mariage précoce ou forcé sont plus nombreux (ex. une famille en retard de trois mois de loyer et exploitée au travail se sent obligée d'adopter d'autres mécanismes d'adaptation) et l'assistance en espèces pourrait atténuer le risque potentiel de VBG. **La réponse est requise dans le mois.**

B. Guide de discussion avec clients recevant une prise en charge de cas de VBG afin de déterminer la priorité de référencement vers les services de transferts monétaires

La hiérarchisation des priorités des cas le référencement des clients recevant une prise en charge de cas de VBG vers les services de transferts monétaires a été déterminée par :

1. Les besoins sécuritaires et médicaux immédiats du client, lesquels sont toujours placés en priorité dans la prise en charge des cas de VBG vu que ce genre d'intervention peut sauver des vies et est urgent, suivis par les cas où le manque de ressources économiques augmente particulièrement l'exposition du client à la violence ; et
2. L'accès et le contrôle du client a des ressources financières, étant donné, non seulement, qu'il pourrait s'agir d'un obstacle à sa prise en charge et à sa récupération complète, mais aussi, que cela pourrait aider à déterminer en quoi le transfert monétaire répondrait à un besoin important.

Il est recommandé d'utiliser les instructions détaillées existantes sur l'analyse des besoins des clients et le développement d'un plan d'action afin d'envisager le cas et les options disponibles dans l'ensemble. En guise d'exemples, sept modules sont à la disposition des travailleurs sociaux pour l'analyse de la sûreté immédiate des clients : besoins médicaux urgents ; besoins d'aide médicale, juridique et psychosociale ; stratégies d'adaptations les exposant à la VBG ; stratégies de sûreté et de soutien existantes ; ressources et contrôle limités ; capacité limitée à mobiliser des ressources pour la sûreté. Des questions spécifiques issues des directives existantes ont été citées. Quelques questions complémentaires ont également été incluses aux pages 10 et 11 qui illustrent par différents scénarios comment l'identification et la hiérarchisation des cas prioritaires pour un référencement vers un service de transferts monétaires peuvent être systématiquement appliquées. Des questions clés ont aussi été incluses pour identifier les risques associés à la prestation des transferts monétaires afin de formuler des services adaptées aux clients et minimisant les risques tout en maximisant les apports en protection accrue. Les réponses du client devraient être consignées dans le dossier.

Chaque module a sa propre couleur et est lié aux arbres décisionnels de hiérarchisation des cas prioritaires aux pages 12 à 16. Si le client répond « oui » ou « non » (en fonction du module) à une ou plusieurs questions, le module en question est éligible à la hiérarchisation.

Avant d'utiliser ces modules, expliquez au client que les questions lui sont posées pour sa sécurité et rassurez le client que tout ce qui est parraage restera confidentiel et dans le cadre de la relation client-gestion de cas.

**Craintes
pour sa
sécurité
immédiate**

Évaluez les risques pour la sécurité immédiate du client. S'il répond **"oui"** à une ou plusieurs questions ci-après, considérez ce module comme applicable à la hiérarchisation des priorités.

- La nature de la relation entre l'agresseur et le client a-t-elle des conséquences sur la sécurité immédiate du client ?
- L'agresseur peut-il facilement trouver le client ?
- La position de l'agresseur et son pouvoir sur le client suscitent-ils des inquiétudes supplémentaires pour la sécurité ?
- La fréquence de la violence s'est-elle amplifiée depuis la semaine dernière, sous la même forme ou sous une forme identique ?
- Le client a-t-il subi des blessures graves ou mettant sa vie en danger de la part de l'agresseur (ex. coups jusqu'à perdre connaissance, coups sur le ventre durant la grossesse, entailles profondes, blessures nécessitant une hospitalisation, etc.) ?
- L'agresseur a-t-il proféré des menaces de mort envers le client (et/ou enfants) ?
- L'agresseur dispose-t-il d'armes et en a-t-il fait usage ou menacé d'en faire usage ?
- L'agresseur contrôle-t-il et/ou surveille-t-il les activités du client ?

**Besoins
médicaux
urgents**

Évaluez si des soins médicaux urgents sont nécessaires. Si le client répond **"oui"** à une ou plusieurs questions ci-après, considérez ce module comme applicable à la hiérarchisation des priorités.

- L'état du client requiert-il une stabilisation/un traitement pour une blessure aiguë ou pour des fractures, plaies ou lésions internes ?
- Le client requiert-il des soins obstétricaux immédiats ?
- Le client requiert-il un examen clinique dans les prochaines 72 heures ?
- Le client requiert-il des soins médicaux à un moment où les prestataires de services humanitaires n'opèrent pas (ex. week-end, congés ou soirée) ?
- Le client requiert-il un suivi psychologique spécialisé, y compris traitement médicamenteux pour des troubles mentaux suite à une tentative de suicide/des pensées suicidaires fréquentes ?

**Besoins
d'aide
médicale,
juridique et
psychosocial
e**

Évaluez les services d'aide médicale, juridique et psychosociale qui pourraient aider le client dans son adaptation et son rétablissement. Si le client répond **"oui"** à une ou plusieurs questions ci-après, considérez ce module comme applicable à la hiérarchisation des priorités.

- Le client souhaite-t-il lancer un recours judiciaire pour lequel des frais juridiques et d'honoraires s'appliquent ?
- Le client doit-il accéder à des services juridiques en lien avec ses documents officiels pour lesquels des frais s'appliquent ?
- Le client nécessite-t-il un suivi psychologique spécialisé, y compris traitement médicamenteux pour des troubles mentaux ?
- Le client doit-il accéder à des services juridiques en lien avec ses documents officiels pour lesquels des frais s'appliquent ?

Stratégies d'adaptation exposant à la VBG

Évaluez les activités plus risquées pour le client. Si le client répond **"oui"** à une ou plusieurs questions ci-après, considérez ce module comme applicable à la hiérarchisation des priorités.

- Le client a-t-il une fille ou un fils de moins de 18 ans courant un risque imminent de mariage précoce ou forcé⁶ ?
- Le client a-t-il une fille ou un fils de moins de 18 ans courant un risque d'exploitation sexuelle parce que la famille ne dispose d'aucun autre moyen de subsistance ?
- Le client subit-il de plus en plus de pressions des membres de sa famille pour subvenir aux besoins financiers et se livrer à la prostitution de survie/au sexe tarifé ?
- Le client s'est-il livré ou senti obligé de se livrer à la prostitution de survie/au sexe tarifé⁶ (services sexuels tarifés / relations sexuelles en échange d'argent/produits/services) pour subvenir à ses besoins de base et se sent-il de plus en plus en danger et exposé à la violence ?

Déterminez si la personne recourt à une stratégie d'adaptation « risquée » étant donné qu'elle dispose d'options limitées et si elle recherche des sources de revenus alternatives. Déterminez aussi les risques de VBG liés à la prostitution de survie/au sexe tarifé. Pour éviter de porter un jugement et identifier comment l'argent peut aider efficacement le client, il est important de bien écouter le client définir son activité de prostitution et l'acte de violence ou le problème pour lequel il recherche de l'aide. Il est essentiel de garantir une approche fondée sur les droits. Certaines personnes recourant à la prostitution de survie pourraient souhaiter renoncer à cette activité et bénéficier d'un soutien aux moyens de subsistance pour y arriver ; d'autres pourraient vouloir y recourir en sécurité et recevoir un soutien par rapport à un acte de violence⁶

Stratégies de sûreté et de soutien peu nombreuses

Identifiez ce que le client a entrepris depuis l'incident pour se protéger (et ses enfants, le cas échéant) de l'agresseur ou d'autres personnes dangereuses. Si le client répond **"non"** à une ou plusieurs questions ci-après, considérez ce module comme applicable à la hiérarchisation des priorités.

- Le client se sent-il en sécurité à certains endroits en particulier, et pourquoi ?
- Le client peut-il chercher protection auprès de membres de la famille, membres de la communauté et/ou chefs de communauté ?
- Le client pourrait-il renouer contact avec certains membres de la famille qu'il n'a pas vu récemment ?
- D'autres personnes savent-elles ce qui est arrivé ? Pourraient-elles apporter leur soutien au client, le cas échéant ?
- Si le client a des enfants, peut-il subvenir à leurs besoins élémentaires sans l'aide du conjoint (s'il y a un conjoint) ?

Accès et contrôle sur les ressources limités

Déterminez l'accès du client et son contrôle sur les ressources matérielles, sociales et d'informations qui peuvent l'aider pour son plan de sécurité. Si le client répond **"oui"** à une ou plusieurs questions ci-après, considérez ce module comme applicable à la hiérarchisation des priorités.

- Le conjoint ou un membre de la famille contrôle-t-il les revenus et/ou l'accès aux ressources financières ? Contrôle-t-il l'argent dépensé ? Contrôle-t-il à quoi est dépensé l'argent ?
- Le conjoint, un membre de la famille ou la famille hôte force-t-il/elle le client à verser une partie ou l'entièreté des revenus ?
- Le client a-t-il des revenus mais sans pouvoir décider de leur utilisation (ex. achat de produits et de services de nécessité) et cela met-il son bien-être et celui de ses enfants (le cas échéant) en péril ?
- Le client est-il obligé de subvenir à ses besoins de base (et ceux de ses enfants le cas échéant) parce que le conjoint ou un membre de la famille ne lui donne pas d'argent ?

Capacité de mobilisation des ressources pour la sécurité limitée

Déterminez la capacité à mobiliser des personnes et des services offrant des options de sécurité pour le client. S'il répond **"non"** à une ou plusieurs questions ci-après, considérez ce module comme applicable à la hiérarchisation des priorités.

- Le client pense-t-il que la protection policière est une option sûre ? (Cela dépendra de nombreux facteurs, comme le contexte, les capacités de la police, l'identité de la victime, l'identité de l'agresseur et les expériences préalables avec la police).
- En cas d'urgence, le client peut-il accéder temporairement à un hôpital ou une clinique de santé ?
- Existe-t-il un endroit public ou privé où se rendre temporairement ?

Besoins de sécurité immédiate

Le client rapporte un acte de VBG

Craintes pour la sécurité immédiate

Stratégies de sécurité et d'aide peu nombreuses

Accès et contrôle sur les ressources limités

Capacité de mobilisation des ressources limitée

Éligible aux services de transferts monétaire

PRIORITÉ 1 : Phase d'action Aide à la sécurité immédiate

Formulez les interventions et services pouvant répondre aux besoins du client : sur l'assistance des transferts monétaires et l'évaluation indique les craintes de la survivante pour sa sécurité immédiate, s'il dispose de peu ou pas de systèmes d'aide ou de ressources alternatives et d'accès et de contrôle sur les ressources pour répondre à ses besoins immédiats. En conséquence, la **priorité 1** d'orientation est vraisemblablement appropriée.

Comme pour tout besoin, fournissez au client des informations sur l'assistance en espèces et demandez :

- Comment l'argent résoudrait-il vos problèmes de sécurité immédiate ou vous aiderait-il (ainsi que les personnes à votre charge, le cas échéant) à trouver la sécurité ?
- Quels services pourriez-vous obtenir avec l'argent ?
- Si vous receviez de l'argent, auriez-vous un contrôle dessus ?

En plus du plan de sécurité sur l'évaluation de sécurité, un nouveau plan de sécurité devrait être élaboré avec le client en raison de l'argent.

Pour la mise en forme du plan de sécurité en lien avec l'argent, demandez :

- Quels problèmes pourraient survenir à la maison si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quels problèmes pourraient survenir dans la communauté si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans votre maison et/ou pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans votre maison que vous avez mentionnés ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans la communauté pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans la communauté que vous avez mentionnés ?
- Sur une échelle de 1 à 3, où 1 est le plus sûr et 3 le moins sûr, classez les mécanismes de distribution de transfert monétaire suivants dans le cas où vous êtes éligible : [Mécanisme A, mécanisme B, mécanisme C].* Pourquoi avez-vous choisi cet ordre ?**

* Adaptez les options de mécanismes de distribution A, B et C (et ajoutez d'autres options si nécessaire) en référant les mécanismes de distribution jugés réalisables dans ce contexte (ex. argent sous enveloppe, carte à puce, argent mobile, virement bancaire, e-coupon, etc.)

** Sondes : Vous sentiriez-vous en sécurité de quitter la maison pour récupérer et utiliser l'argent ? Quitter votre voisinage ? Aller au marché ? Marcher dans la rue ? Utiliser les transports publics ?

Besoins médicaux urgents

Le client rapporte un acte de VBG

Besoins médicaux
urgents

Stratégies de sécurité et
d'aide peu nombreuses

Accès et contrôle sur les
ressources limités

Capacité de mobilisation
des ressources limitée

Éligible aux services de transferts monétaires

PRIORITÉ 1: Phase d'action **Aide médicale urgente**

Identifiez les interventions et services pouvant répondre aux besoins du client. Pour l'assistance monétaire, l'évaluation indique que le client est confronté à des problèmes de sécurité ou médicaux urgents, dispose de peu ou pas de systèmes d'aide ou de ressources alternatives et d'accès et de contrôle sur les ressources pour répondre à ses besoins immédiats. En conséquence, la **priorité 1** d'orientation est vraisemblablement appropriée.

Comme pour tout besoin, fournissez au client des informations sur l'assistance monétaire et demandez :

- Comment l'argent vous permettrait-il d'accéder rapidement aux services médicaux d'urgence ?
- Quels services spécifiques et coûts associés (comme le transport) l'argent vous permettrait-il de couvrir ?
- Si vous receviez de l'argent, auriez-vous un contrôle dessus ?

En plus du plan d'action basé sur l'évaluation de santé, un plan de sécurité devrait être élaboré avec le client en raison de l'argent. Pour la mise en forme du plan de sécurité en lien avec l'argent, demandez :

- Quels problèmes pourraient survenir à la maison si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quels problèmes pourraient survenir dans la communauté si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans votre maison et/ou pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans votre maison que vous avez mentionnés ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans la communauté pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans la communauté que vous avez mentionnés ?
- Sur une échelle de 1 à 3, où 1 est le plus sûr et 3 le moins sûr, classez les mécanismes de distribution de transfert monétaire suivants dans le cas où vous êtes éligible : [Mécanisme A, mécanisme B, mécanisme C].* Pourquoi avez-vous choisi cet ordre ?**

Aide médicale, juridique et psychosociale

Le client rapporte un acte de VBG

Besoins d'aide médicale,
juridique et psychosociale

Stratégies d'aide peu
nombreuses

Accès et contrôle sur les
ressources limités

Capacité de mobilisation
des ressources limitée

Éligible aux services de transferts monétaires

PRIORITE 2 : Phase d'action Aide médicale, juridique et psychosociale

Identifiez les interventions et services pouvant répondre aux besoins du client. Pour l'assistance en espèces, l'évaluation indique que le client requiert des services médicaux, juridiques et psychosociaux, dispose de peu ou pas de systèmes d'aide ou de ressources alternatives et d'accès et de contrôle sur les ressources pour répondre à ses besoins immédiats. En conséquence, la **priorité 2** d'orientation est vraisemblablement appropriée.

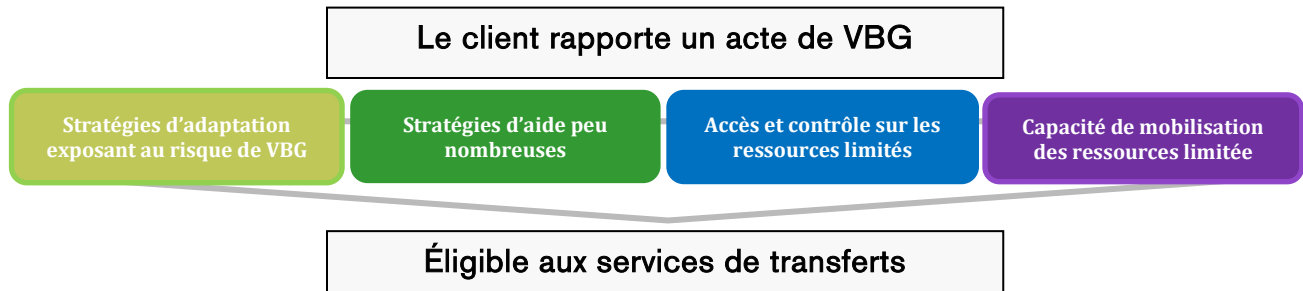
Comme pour tout besoin, fournissez au client des informations sur l'assistance monétaire et demandez :

- Comment l'argent vous permettrait-il d'obtenir des services médicaux, juridiques et psychosociaux manquants ou incomplets ?
- Quels services spécifiques et coûts associés (comme le transport) l'argent vous permettrait-il de couvrir ?
- Si vous receviez de l'argent, auriez-vous un contrôle dessus ?

En plus du plan d'action basé sur l'évaluation médicale, juridique et psychosociale, un plan de sécurité devrait être élaboré avec le client en raison de l'argent. Pour la mise en forme du plan de sécurité en lien avec l'argent, demandez :

- Quels problèmes pourraient survenir à la maison si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quels problèmes pourraient survenir dans la communauté si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans votre maison pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans votre maison que vous avez mentionnés ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans la communauté pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans la communauté que vous avez mentionnés ?
- Sur une échelle de 1 à 3, où 1 est le plus sûr et 3 le moins sûr, classez les mécanismes de distribution de transfert monétaire suivants dans le cas où vous êtes éligible : [Mécanisme A, mécanisme B, mécanisme C].* Pourquoi avez-vous choisi cet ordre ?**

Aide pour minimiser les stratégies d'adaptation exposant au risque



PRIORITÉ 3 : Phase d'action

Aide pour minimiser les stratégies d'adaptation exposant au risque

Identifiez les interventions et services pouvant répondre aux besoins du client. Pour l'assistance en espèces, l'évaluation indique que le client subit probablement de la maltraitance économique et court un danger de VBG puisqu'il n'a jamais rapporté d'incident, dispose de peu ou pas de systèmes d'aide ou de ressources alternatives et d'accès et de contrôle sur les ressources pour répondre à ses besoins immédiats. En conséquence, la **priorité 3** d'orientation est vraisemblablement appropriée. Comme pour tout besoin, fournissez au client des informations sur l'assistance monétaire et demandez :

- Comment l'argent résoudrait-il vos problèmes de sécurité et/ou vous aiderait-il (et les personnes à votre charge) dans ce sens ?
- Quels coûts spécifiques devez-vous couvrir pour les services dont vous avez besoin ?
- Si vous receviez de l'argent, auriez-vous un contrôle dessus ?
- Pouvez-vous trouver de l'aide auprès de membres de la famille ou d'amis ?
- Êtes-vous éligible pour l'aide aux moyens de subsistance ?
- Avez-vous subi de la violence en lien avec la manière dont vous gagnez de l'argent ?
Gardez à l'esprit que si le client se livre à la prostitution/au sexe tarifé, il ne souhaitera pas forcément renoncer à cette activité mais pourrait plutôt souhaiter trouver des moyens d'améliorer sa sécurité. En utilisant une approche fondée sur les droits, on offrira au client la possibilité d'être informé de toutes les options et de le soutenir dans sa décision.
- Si vous aviez accès à votre propre argent [pour une période de six mois], quelle influence cela aurait-il sur les risques et sur votre situation ?

En plus du plan de sécurité basé sur l'évaluation de sécurité, un nouveau plan de sécurité devrait être élaboré en raison de l'argent. Pour la mise en forme du plan de sécurité en lien avec l'argent, demandez :

- Quels problèmes pourraient survenir à la maison si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quels problèmes pourraient survenir dans la communauté si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans votre maison pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans votre maison que vous avez mentionnés ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans la communauté pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans la communauté que vous avez mentionnés ?
- Sur une échelle de 1 à 3, où 1 est le plus sûr et 3 le moins sûr, classez les mécanismes de distribution de transfert monétaire suivants dans le cas où vous êtes éligible : [Mécanisme A, mécanisme B, mécanisme C].* Pourquoi avez-vous choisi cet ordre ?**

Aide pour une protection durable



PRIORITÉ 4 : Phase d'action Aide pour une protection durable

Identifiez les interventions et services pouvant répondre aux besoins du client. Pour l'assistance monétaire, l'évaluation indique que le client n'est probablement pas confronté à un risque imminent de violence et a subvenu à tous ses besoins de protection immédiats mais dispose de peu ou pas de systèmes d'aide ou de ressources alternatives pour une protection durable. En conséquence, la **priorité 4** d'orientation est vraisemblablement appropriée.

Fournissez au client des informations sur l'assistance monétaire et demandez :

- Si vous receviez de l'argent, auriez-vous un contrôle dessus ?
- Pouvez-vous trouver de l'aide auprès de membres de la famille ou d'amis ?
Si vous aviez accès à votre propre argent [pour une période de six mois], quelle influence cela aurait-il sur les risques et sur votre situation ?

Dans ce scénario, le plan de sécurité n'est probablement pas nécessaire puisqu'il n'existe pas d'inquiétudes pour la sécurité immédiate dans l'évaluation des besoins. Néanmoins, un plan de sécurité lié à l'argent devrait être élaboré pour garantir l'absence de risque. Pour la mise en forme du plan de sécurité en lien avec l'argent, demandez :

- Quels problèmes pourraient survenir à la maison si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quels problèmes pourraient survenir dans la communauté si vous receviez de l'argent avec pour conséquence de vous mettre mal à l'aise, en danger ou dans l'impossibilité d'utiliser l'argent comme nous en avons discuté ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans votre maison pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans votre maison que vous avez mentionnés ?
- Quelles stratégies/approches pourriez-vous employer pour vous sentir plus en sécurité dans la communauté pour réduire les risques que vous avez mentionnés ?
- Que pourrait faire (ou ne pas faire) [le prestataire de prise en charge du cas de VBG et le prestataire monétaire] pour réduire les risques dans la communauté que vous avez mentionnés ?
- Sur une échelle de 1 à 3, où 1 est le plus sûr et 3 le moins sûr, classez les mécanismes de distribution de transfert monétaire suivants dans le cas où vous êtes éligible : [Mécanisme A, mécanisme B, mécanisme C].* Pourquoi avez-vous choisi cet ordre ?**

C. Liste de contrôle pour les travailleurs sociaux en VBG par priorité

Lors de son admission, évaluez si la vie du client est en danger à cause de la VBG. Évaluez si le client est éligible à **l'assistance monétaire d'urgence pour la protection** en fonction des exigences de priorité. Si le client est éligible, obtenez son consentement pour le référencement vers l'assistance monétaire. (Voir les messages appropriés en section 3.)

Priorité 1

- ☐ Faites immédiatement suivre le dossier au(x) responsable(s) qui confirmeront la mise en priorité^{xviii}.
- ☐ Si le dossier est éligible, organisez une réunion avec le point focal désignée. Cette réunion devrait prendre place **dans les 24 prochaines heures**. Si le dossier est jugé irrecevable, le travailleur social poursuivra le plan d'action pour faciliter une autre aide.
- ☐ Lors de la réunion, le travailleur social en VBG expliquera le cas sans divulguer d'informations sensibles et mentionnera également :
 - la manière dont l'argent sera incorporé au plan de sécurité du client ;
 - la recommandation initiale sur la priorité de ce dossier ; et
 - les risques potentiels pour le client, y compris ceux liés à un mécanisme de distribution en particulier.

Ils identifieront conjointement les stratégies d'atténuation des risques (ex. mécanisme de distribution en particulier) et la durée et fréquence des transferts. Si un accord n'est pas trouvé, le dossier sera renvoyé au niveau supérieur et discuté jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé **dans les 24 heures**.

- ☐ Si le client est éligible, consignez les détails de l'assistance monétaire dans le plan d'action (ex. montant alloué au dossier, mécanisme de distribution, aide à la prise en charge telle que l'aide psychosociale). Si le dossier est jugé irrecevable, le travailleur social travaillera avec le client à faciliter une aide alternative.
- ☐ Le point focal désignée prépare le transfert monétaire approuvé pour le client **dans les 24 heures**.^{xix}
- ☐ Appelez le client et accompagnez-le lors de la rencontre avec le point focal désignée. Cela devrait être fait dans les 72 heures après la divulgation du client. Le point focal expliquera au client comment utiliser le mécanisme de distribution. Tous les documents devraient être conservés par le travailleur social en accord avec les protocoles de sécurité des données (ex. documents papiers gardés sous clé et documents électroniques protégés par mot de passe/cryptés).
- ☐ Le client réceptionne le transfert monétaire. En fonction du mécanisme de distribution, le client pourra réceptionner le transfert directement auprès de le point focal désignée ou à un autre point d'accès. Le travailleur social accompagnera le client jusqu'à ce que le transfert monétaire ait été réceptionné si le client le souhaite^{xx}.
- ☐ Effectuez le suivi avec le client pour déterminer si le transfert monétaire est efficace et s'il n'augmente ou ne crée pas certains risques. Menez le suivi post-distribution en utilisant Module de Suivi Post-distribution (PDM): Transferts Monétaires perçus par les clients de gestion de cas de VBG . (Remarque : le travailleur social, et non pas l'équipe de suivi, devrait mener le suivi post-distribution afin d'éviter tout risque pour le client et la violation de confidentialité. De plus, certaines réponses aux questions entraînent des étapes supplémentaires dans la procédure de prise en charge du cas. Cependant, il est recommandé qu'au moins un suivi post-distribution soit mené par le responsable du travailleur social afin de garantir une collecte de données impartiale et un contrôle de qualité

de la prise en charge du cas. Les questions éthiques doivent être respectées lors du travail avec les survivants de VBG).

- Effectuez le suivi avec le point focal désignée (ex. pour ajuster le mécanisme de distribution, le montant, la fréquence ou la durée des transferts) pour garantir la sécurité du client et faire avancer le dossier.

Points d'attention pour le prestataire de transferts monétaires :

- Les transferts devraient être non conditionnels^{xxi}, non restrictifs^{xxii} et adaptés à la valeur, durée et fréquence afin de répondre de façon appropriée aux besoins uniques du client ; et
- Le mécanisme de distribution devrait être flexible et sélectionné sur base d'une évaluation des risques associés et des avantages de protection pour le client (voir section 3C).

Priorité 2

- **Suivez les mêmes points que pour un cas de priorité 1, à l'exception que l'intervention doit avoir lieu en moins d'une semaine.**

Points d'attention pour le prestataire de transferts monétaires :

- Dans le cadre de la mise en place du projet, il est important que les protocoles du service de prise en charge des cas de VBG et du prestataire monétaire soient ancrés dans des infrastructures et des systèmes locaux pour pouvoir déterminer les contraintes ou la flexibilité des transferts en espèces. Cette étape préparatoire garantit que les clients sont orientés vers des services accessibles, rapides et sans danger. Une valeur de transfert standard (ou une fourchette) devrait être établie pour chaque service. Le suivi des prix devrait inclure le suivi des services de protection ;
- La valeur du transfert en espèces devrait varier en fonction des besoins spécifiques du client. Il s'agit de transferts uniques pour un coût unique et spécifique. Un client pourrait avoir besoin d'un ou de plusieurs transferts uniques en fonction de ses besoins, ainsi que de la conformité et des mécanismes établis par le prestataire monétaire (ex. le client a besoin a) d'argent pour les transports en allant chez son avocat et en en revenant, ou b) de soutien financier pour des soins post-avortement dans une clinique privée parce qu'ils ne sont pas gratuits pour les réfugiés non enregistrés). Certains prestataires monétaires peuvent fournir une somme forfaitaire au client sur base du montant total, alors que d'autres prestataires peuvent avoir des contrats préétablis avec des prestataires de services (dans ce cas le client n'a pas besoin de recevoir l'argent en espèces), et d'autres encore effectuent des versements distincts pour chaque besoin.
- Les transferts en espèces peuvent être restrictifs^{xxiii} ou conditionnels^{xxiv} dans ce cas puisque le client a recours à des services spécifiques pour sa guérison, et ces derniers doivent être d'une qualité satisfaisante et utilisés à cette fin précise.
- Le mécanisme de distribution devrait être flexible et choisi sur base d'une évaluation des risques associés et des avantages de protection pour le client (voir section 3C).

Priorité 3

- **Suivez les mêmes points que pour un cas de priorité 1, à l'exception que l'intervention doit avoir lieu en moins de deux semaines.**
- Puisqu'il s'agit d'un transfert non restrictif et non conditionnel, le travailleur social en VBG devrait travailler avec le prestataire monétaire pour réorienter le client dans un nouveau cycle d'assistance en espèces aussi vite que possible afin d'atténuer tout risque imminent de violence. Si le prochain cycle d'assistance en espèces du prestataire monétaire n'est pas disponible avant deux semaines, le travailleur social en VBG et le point focal devraient

déterminer conjointement la valeur appropriée d'un transfert unique pour combler les lacunes jusqu'à ce que le client soit inclus dans un cycle.

- ☐ Selon le cas, il ne sera peut-être pas nécessaire que le travailleur social accompagne le client pour récupérer le transfert.
- ☐ Puisque le client va recevoir des transferts en espèces dans les prochains mois, le travailleur social en VBG devrait mener plusieurs suivis post-distribution tout au long de l'assistance monétaire ; le responsable du travailleur social devrait mener au moins un suivi pour garantir des informations impartiales. Le travailleur social et le prestataire monétaire devraient prévoir plusieurs réunions tout au long de l'assistance monétaire afin d'ajuster les transferts sur base des résultats du suivi post-distribution (ex. mécanisme de distribution, montant, durée ou fréquence).

Points d'attention pour le prestataire de transferts monétaires :

- Le prestataire monétaire détermine la valeur de transfert appropriée. Le montant minimum de l'assistance monétaire sera basé sur le panier de dépenses minimum^{xxv}, ajusté à la taille de la famille, mais pourra être révisé à hauteur de 20 % en plus pour garantir l'atténuation des risques de protection, selon la flexibilité des prestataires monétaires et leur engagement à se concentrer sur la protection ;
- Le transfert devrait être non conditionnel et non restrictif ; et
- Le mécanisme de distribution devrait être flexible et sélectionné sur base d'une évaluation des risques et avantages de protection associés pour le client (voir section 3C).

Priorité 4

- ☐ **Suivre les mêmes points que pour un cas de priorité 1**, à l'exception que l'intervention doit avoir lieu **en moins d'un mois**.
- ☐ Évaluez si le client est éligible à l'assistance monétaire aux besoins de base, à la place de l'argent pour la protection contre la VBG.
- ☐ Expliquez au client comment postuler pour l'assistance monétaire aux besoins de base via le point focal de l'organisation (ou partenaire).
- ☐ Effectuez un suivi hebdomadaire avec le point focal pour confirmer si le client a postulé, est éligible et a reçu une aide.

Points d'attention pour l'assistance monétaire :

- Effectuez un suivi avec le client lors des réunions de prise en charge du cas. Si la situation du client s'empire, envisagez de modifier la catégorie d'orientation.

3. Communiquer la procédure de référencement'orientation au client : Expliquer le service et le processus de référencement envers un prestataire une orientation monétaire à un client de prise en charge des cas de VBG et obtenir son accord.

En accord avec les principes humanitaires et les normes de pratiques à respecter, les travailleurs sociaux en VBG doivent obtenir le consentement^{xxvi} des clients lorsqu'ils effectuent un référencement orientent vers l'assistance monétaire ou vers n'importe quel service. Le consentement devrait être obtenu par écrit et consigné dans le dossier du client. Le travailleur social devrait mentionner si le service de transferts monétaire est au sein de la même organisation ou dans une organisation partenaire. S'il n'obtient pas le consentement, le travailleur social ne peut pas poursuivre le référencement. S'il obtient le consentement et que le référencement va être réalisée, le travailleur social doit discuter avec le client pour analyser les risques associés à la prestation de transferts

monétaires et pour identifier les mécanismes d'atténuation des risques à mettre en place afin de recevoir le service.

A. Introduire les services de transferts monétaires et la procédure d'évaluation de l'éligibilité

Dites aux Clients des Cas Prioritaire 1

- Sur base de notre discussion (l'analyse), je comprends que, parce que vous ne disposez pas de revenus, vous ne pouvez pas [insérez les détails appropriés, ex. trouver un endroit plus sûr, trouver un travail sûr, recevoir des soins médicaux immédiats]. Vu l'urgence de la situation et le danger immédiat pour votre vie, je voudrais vous orienter vers le service de transferts monétaires de [notre organisme/notre partenaire]. La personne de contact pour le programme et mon responsable vont examiner votre dossier dans les 48 heures et pourraient nous poser à tous les deux des questions pour les aider à déterminer si vous répondez aux critères d'éligibilité.

Dites aux Clients des Cas Prioritaire 2

- Sur base de notre discussion (l'analyse), je comprends que vous ne disposez pas de revenus ou d'une autre forme d'aide et que cela vous empêche d'accéder aux services d'aide [insérer les détails appropriés, ex. médicale, à la sécurité, juridique] qui constituent, comme nous l'avons admis, des priorités dans votre plan d'action. Je voudrais vous orienter vers le service de transferts monétaires de [notre organisme/notre partenaire]. La personne de contact pour le programme et mon responsable vont examiner votre dossier dans la semaine et pourraient nous poser à tous les deux des questions pour les aider à déterminer si vous répondez aux critères d'éligibilité.

Dites aux Clients des Cas Prioritaire 3

- Sur base de notre discussion (l'analyse), je comprends que vous ne disposez pas de revenus ou d'une autre forme d'aide et que cela vous empêche d'accéder aux services d'aide [insérer les détails appropriés, ex. médicale, à la sécurité, juridique] qui constituent, comme nous l'avons admis, des priorités dans votre plan d'action. Je voudrais vous orienter vers le service de transferts monétaires de [notre organisme/notre partenaire]. La personne de contact pour le programme et mon responsable vont examiner votre dossier dans les deux semaines et pourraient nous poser à tous les deux des questions pour les aider à déterminer si vous répondez aux critères d'éligibilité.

Dites aux Clients des Cas Prioritaire 4

- Sur base de notre discussion (l'analyse), il semble que, parce que vous ne disposez pas de revenus, vous éprouvez des difficultés à faire face à la situation. Le programme monétaire de [notre organisme/notre partenaire] requiert de poser sa candidature et nous devons rencontrer l'équipe de transferts monétaires pour qu'ils puissent vous poser des questions pour les aider à déterminer si vous répondez aux critères d'éligibilité. Ils vont examiner votre dossier dans le mois.

A. Gérer les attentes et obtenir le consentement du client

Dites à tous les clients

- Cette orientation ne signifie pas que vous recevrez automatiquement de l'argent. Vous et moi savons que tout le monde a besoin d'argent en ce moment et tirerait parti d'une subvention. Cependant, [prestataire monétaire] ne dispose que d'un montant limité qu'il peut offrir aux membres de la communauté pour les situations d'urgence et doit donc identifier ceux qui répondent à des critères très précis.
- Même si vous recevez ce service, si vous ne vous sentez plus à l'aise ou décelez un risque potentiel avec le service, vous pouvez me contacter pour vous retirer à tout moment et d'autres possibilités seront envisagées. Acceptez-vous que je réalise un référencement vers le prestataire ? Comment souhaiteriez-vous être contacté si vous êtes éligible à l'assistance monétaire ? Si vous n'avez pas été sélectionné, nous vous contacterons et vous aiderons à trouver d'autres possibilités. Il est important de ne pas parler de ce référencement afin de garantir que vous et d'autres clients dans la même situation puissiez obtenir cette aide.

& Un mariage précoce est une forme de mariage forcé pour une personne de moins de 18 ans, tandis qu'un mariage forcé concerne les personnes de plus de 18 ans.

La VBG à l'encontre des réfugiés se livrant à la prostitution inclut, mais ne se limite pas à, les coups et le viol de la part des clients et/ou officiers de police, ainsi que les attaques de la communauté hôte. Pour plus de détails sur les risques de VBG rencontrés par les réfugiés se livrant à la prostitution, voir le rapport *Mean Streets* (2016) de la WRC :

<http://wrc.ms/urban-gbv>.

^ « Trouver un juste équilibre en supposant que toute personne peut pratiquer le commerce du sexe, tout en ne demandant pas aux réfugiés de se dévoiler [...] Pour celles qui se dévoilent, les prestataires de services devraient disposer des ressources et d'orientations additionnelles à portée de main et doivent se préparer à les soutenir sans porter de jugement. » Pour plus de conseils, voir *Travailler avec les réfugiés pratiquant le commerce du sexe : note d'orientation à l'intention des travailleurs humanitaires* (2016) de la WRC : <http://wrc.ms/Sex-Work>.

% Voir *Travailler avec les réfugiés pratiquant le commerce du sexe : note d'orientation à l'intention des travailleurs humanitaires* de la WRC.

ⁱ Ce protocole a été adapté à partir d'un protocole développé par l'International Rescue Committee (IRC) et utilisé dans son programme pour la protection, l'autonomie, le relèvement économique et le développement des femmes en Jordanie et a été influencé par *Central African Republic Criteria for Cash and Vouchers Support for Protection Cases* de Mercy Corps. Ce protocole a été augmenté pour un usage plus large parmi les populations en péril dans les contextes humanitaires en collaboration avec la Commission des femmes pour les réfugiés (WRC) et Mercy Corps selon *Optimizing Cash-based Interventions for Enhanced Protection from GBV project* et les outils inclus de la WRC, y compris *Assessing and Mitigating Risks of Gender-based Violence in Cash-based Interventions Through Story*. Nous remercions particulièrement les membres d'équipes suivants : Melanie Megevand, Anna Rita Ronzoni et Sawsan Issa pour l'IRC ; Tenzin Manell et Nadine El-Nabli pour la WRC ; Kevin McNulty, Urike Julia Wendt et Mohie Wahsh pour Mercy Corps.

ⁱⁱ Comme souligné dans *Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire*, si les acteurs humanitaires doivent analyser les différentes vulnérabilités sexospécifiques pouvant accroître les

risques de violence à l'égard des hommes, des femmes, des garçons et des filles et veiller à la prise en charge et à l'accompagnement de tous les survivants, ils doivent accorder une attention particulière aux personnes de sexe féminin en raison de leur vulnérabilité accrue et avérée à la violence basée sur le genre, de la discrimination générale dont elles font l'objet et de l'absence d'accès sûr et équitable à l'aide humanitaire auxquelles elles sont confrontées.

ⁱⁱⁱ Ce terme désigne toute personne ayant subi des violences basées sur le genre. Les termes « victime » et « survivant(e) » peuvent être utilisés indifféremment. Le terme « victime » est souvent utilisé en droit et en médecine, tandis que le terme « survivant(e) » est généralement préféré par les secteurs sociaux et psychologiques.

^{iv} Les systèmes de marché liés à la protection (ex. services de santé et juridiques) devraient être analysés lors des évaluations de marché. UNHCR (2015). *Guidance on Protection in CBLs*

^v Au niveau mondial, les documents *Interagency Gender Based Violence Case Management Guidelines* et *Gender Based Violence Information Management System* récemment publiés serviront de protocoles d'orientation pour les services de gestion de VBG en contexte humanitaire.

^{vi} Ou un rôle similaire (ex. travailleurs sociaux, etc.)

^{vii} Moreno, et. al (2014). The health-systems response to violence against women. The Lancet. 385, No. 9977, 1567–1579

^{viii} Les programmes de lutte contre la VBG prennent en compte la sûreté et la dignité des survivants à travers l'ensemble des services fournis. Puisque la VBG implique des situations violentes, l'équipe de prise en charge des cas et l'équipe de sensibilisation doivent prendre des précautions pour leur sécurité afin d'éviter tout danger pour eux et/ou le client. Ainsi, ils ne vont pas « identifier » les survivants en raison des risques pour la sécurité, mais plutôt fournir des informations sur les services et leurs contacts et mettre en place des cadres/espaces sûrs que les survivants pourront joindre en toute discrétion et autoriser à rechercher d'autres formes d'assistance.

^{ix} Voir *Interagency Case Management Guidelines* et *Case Management Step 1: Introduction and Engagement*

^x Voir *Interagency Case Management Guidelines* et *Case Management Step 2: Assessment*

^{xi} Voir *Interagency Case Management Guidelines* et *Case Management Step 3: Case Action Planning*

^{xii} Voir *Outil de Cartographie de la prestation de services* de la WRC.

^{xiii} Voir *Interagency Case Management Guidelines* et le modèle de plan d'action à la page 180.

^{xiv} Voir *Interagency Case Management Guidelines* et *Case Management Step 4: Implement the Case Action Plan*

^{xv} Ou un rôle similaire (ex. responsable monétaire, etc.)

^{xvi} Voir *Post-distribution Monitoring (PDM) Module for Cash Referrals for Survivors of Gender-based Violence*.

^{xvii} Un mécanisme de distribution est un « moyen de distribution de transferts monétaires ou de coupons (par ex. cartes à puce, transferts monétaires mobiles, de l'argent dans des enveloppes, etc.) ». Voir le *Glossaire des transferts monétaires du Cash Learning Partnership*.

^{xviii} Les protocoles de prise en charge des cas de VBG décrivent des cas complexes et à risque élevé qui requièrent habituellement des travailleurs sociaux de les signaler à leurs responsables, étant donné qu'ils nécessitent généralement une prise de décision plus longue dans un délai plus court. Les cas où la vie est en danger sont considérés à risque élevé et les travailleurs sociaux ne peuvent pas orienter un client jusqu'à ce que les circonstances aient été passées en revue et approuvées par un responsable. Les cas à risque élevé demandent également plus de soutien et d'efforts coordonnés avec les prestataires de services ; signaler ces cas aux responsables garantit que la répartition des cas entre les travailleurs sociaux est équilibrée. Dans d'autres situations, il peut s'avérer difficile pour les travailleurs sociaux de ne pas s'impliquer émotionnellement et de discerner les besoins urgents ainsi que le fait que le client a des besoins considérables et la raison ; de tels cas peuvent être signalés aux responsables pour confirmer leur niveau d'urgence.

^{xix} Les acteurs monétaires et de lutte contre la VBG doivent travailler en collaboration pour que les services soient évalués sur leur qualification à travailler avec des sous-groupes marginalisés (respectueux envers les personnes LGBTI ou handicapées, etc.) et sélectionnés sur base des besoins spécifiques du client.

^{xx} Dénoncer de la violence est une démarche difficile. Dans le cadre de l'approche orientée victime envers la prise en charge des cas de VBG et afin d'aider le client à accéder à des services, comprenant l'assistance en espèces, les travailleurs sociaux en VBG peuvent proposer au client d'être à ses côtés lors de son orientation vers le service concerné pour qu'il se sente plus à l'aise. Cela peut être utile puisque les clients craignent souvent d'avoir à réexpliquer leur cas, à justifier qu'ils n'étaient pas responsables de la VBG, et hésitent à recourir aux services seuls. Puisque les normes internationales de prise en charge des cas indiquent qu'un travailleur social ne devrait pas gérer plus de 20 cas simultanément et que tous les clients ne demandent pas à être accompagnés, cette façon de faire est réalisable et n'a pas d'incidence sur l'efficacité.

^{xxi} Les transferts inconditionnels sont fournis « aux bénéficiaires sans qu'ils aient besoin de remplir des obligations prérequis pour pouvoir recevoir l'aide ». Voir le [*Glossaire des transferts monétaires du Cash Learning Partnership*](#).

^{xxii} L'utilisation des transferts non restrictifs « est laissée à la libre appréciation des bénéficiaires, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de limitations directes imposées par l'agence de mise en œuvre sur la façon dont le transfert devrait être dépensé ». Voir le [*Glossaire des transferts monétaires du Cash Learning Partnership*](#).

^{xxiii} Les transferts restrictifs obligent « le bénéficiaire à utiliser l'aide reçue pour payer des biens ou services spécifiques. Cela inclut les coupons, restrictifs par défaut, et les transferts monétaires dont la réception est dépendante de la façon dont les précédents transferts ont été dépensés. » Voir le [*Glossaire des transferts monétaires du Cash Learning Partnership*](#).

^{xxiv} Les transferts conditionnels comportent des « activités ou obligations pré-requises pour que les bénéficiaires ciblés par un programme puissent bénéficier de l'aide. Le type de conditions peut inclure la scolarisation, construire un abri, participer au dépistage de la malnutrition, à une formation... Les interventions de type « travail contre actif/formation/travail » sont toutes des formes de transferts conditionnels. » Voir le [*Glossaire des transferts monétaires du Cash Learning Partnership*](#).

^{xxv} Un panier de dépenses minimum (MEB) comprend les biens et services « que les ménages bénéficiaires dans un contexte spécifique sont plus à même de prioriser, sur une base permanente ou saisonnière. Un MEB est nécessairement multisectoriel et basé sur le coût moyen des items composant le panier. » Voir le [*Glossaire des transferts monétaires du Cash Learning Partnership*](#).

^{xxvi} Le consentement éclairé est l'accord volontaire d'une personne qui dispose de la capacité juridique de le donner. Pour donner son consentement éclairé, la personne doit avoir la capacité et la maturité de comprendre les services offerts et être en mesure de donner son consentement. Pour les enfants plus jeunes qui sont par définition trop jeunes pour donner leur consentement mais suffisamment âgés pour comprendre et décider d'être impliqués dans les services, on cherchera à obtenir leur « assentiment éclairé ». L'assentiment éclairé est la volonté exprimée de l'enfant d'être impliqué dans les services. Les parents, les responsables ou autres gardiens légaux sont généralement chargés de donner leur accord pour que l'enfant bénéficie des services jusqu'à ce qu'il ait 18 ans. Les adolescentes mariées âgées de 15 à 18 ans ont la capacité juridique de donner leur consentement en tant qu'adulte sur base de leur situation matrimoniale. En particulier dans les cas où les parents de l'enfant, les responsables ou autres gardiens légaux sont violents, il est dans l'intérêt de l'enfant que le parent ou responsable non violent apporte son consentement.

Merci à CARE pour la traduction de ces outils dans d'autres langues.

Don du gouvernement des États-Unis

